

# RAPPORT D'ACTIVITES 2016



# S

# ommaire

<b>Introduction</b>	<b>4</b>
<b>A - Recherches menées dans le cadre du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest</b>	<b>5</b>
1. Evaluation de l'impact du projet de valorisation des céréales locales en panification	5
2. Evaluation de l'impact de l'utilisation de la décortiqueuse mécanique de fonio	6
3. Evaluation de l'impact de la lutte contre la mouche des mangues	7
4. Evaluation de l'impact de la table de traitement de l'huile d'arachide	8
5. Evaluation de l'impact de l'utilisation de semences de qualité et de paquets techniques améliorées de Sorgho	9
6. Evaluation de l'impact des paquets technologiques des variétés de riz et du système de riziculture intensive (SRI)	9
7. Evaluation d'impact de projets de diffusion de variétés et d'itinéraires techniques de production de mil	10
8. Evaluation de la diffusion de la culture du sésame	10
9. Evaluation de l'impact de l'utilisation de semences de qualité et d'itinéraires techniques de maïs	11
10. Evaluation de la diffusion des techniques d'amélioration de l'aviculture villageoise	11
<b>B - Autres recherches et études menées en 2016</b>	<b>12</b>
11. Transformation de l'agriculture au Sénégal : impact d'un programme intégré	12
12. Projet d'appui aux politiques agricoles : Relever le niveau des investissements publics et privés dans l'agriculture	13
13. Evaluation du projet <i>Purchasing from Africans for Africa (PAA)</i>	13
14. Projet tabac (2ème phase) : pour un changement de politiques fiscales dans la région CEDEAO	14
15. Projet « Vivre avec l'eau »	15
16. Etude sur les contentieux bancaires et les décisions de justice	16
17. Etude sur les métiers et emplois agricoles et ruraux au Sénégal et en Afrique de l'ouest	16
18. Validation des revues bibliographiques et finalisation des protocoles et budgets de recherche	16
19. Vulnérabilité et protection sociale : le cas du Sénégal	17
<b>C - Autres actualités du CRES en 2016</b>	<b>18</b>
• Visite de Monsieur André Lavoie du CRDI	18
• Visite d'une délégation de l'Initiative Think Tank (ITT)	18
• Conférence des Think Tanks d'Afrique de l'Ouest	19
• Atelier de sensibilisation sur le commerce illicite des produits du tabac	20
• Préparation de la journée mondiale sans tabac	20
• Formation aux méthodes scientifiques de collecte de données : problème de qualité des données	20
• Cérémonie de présentation de vœux de nouvel an	21
• Panier Ndogou 2016	21
• Le CRES renforce son personnel	22
<b>D - Gouvernance et performances organisationnelles</b>	<b>23</b>
<b>Rapport financier</b>	<b>24</b>



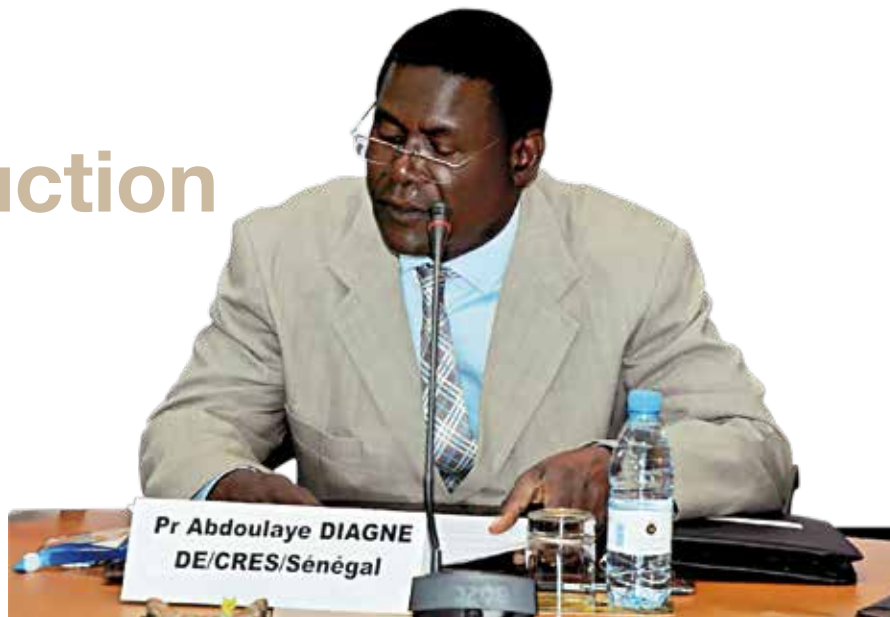
Cette publication a été réalisée grâce à une subvention du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) dans le cadre de l'Initiative Think Tank.

## Rapport d'activités 2016

Directeur de publication  
**Pr. Abdoulaye DIAGNE**  
Rédacteur en chef  
**Boubacar DIAO**

Coordinateur de la rédaction  
**P. Cheikh S. Sakho DJIMBIRA**  
Assistant de rédaction  
**Michel FAYE**

# Introduction



Au Sénégal, de nombreux travaux ont permis d'identifier des contraintes majeures au développement des exploitations agricoles familiales. Les plus importantes sont celles relatives à l'adoption et à l'utilisation des résultats de la recherche et des innovations technologiques pour améliorer la productivité agricole. Pour desserrer ces contraintes, la Commission de la Communauté des Etats en l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dans le cadre de sa Politique agricole commune, appuyée par la Banque mondiale, a mis en place depuis 2007, un ambitieux programme, dénommée **Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO)**. L'objectif du PPAAO est d'intensifier la production, la diffusion et l'adoption de technologies améliorées dans des filières prioritaires des produits agricoles des pays participants dont le Sénégal.

Pour sa part, le Sénégal a assuré, sur l'étendue du territoire national, le testing et la diffusion à grande échelle de nombreuses technologies parmi lesquelles : la table de traitement artisanal de l'huile d'arachide, la machine décortiqueuse de fonio, des techniques d'élimination de la mouche des mangues, des techniques d'amélioration de l'aviculture villageoise et des variétés améliorées de semences accompagnées de leurs itinéraires techniques dans les filières mil, maïs, riz, sésame, sorgho.

C'est dans le cadre de ce programme, que le Consortium pour la Recherche économique et sociale (CRES) a réalisé pour le compte de l'Unité de Coordination technique (UCT) du PPAAO Sénégal, une série d'évaluations d'impact qui ont permis de mesurer le niveau de diffusion et d'adoption de ces nouvelles technologies, leurs effets sur les productions, les rendements, les revenus, la situation nutritionnelle des ménages, etc. Ainsi, plusieurs enquêtes ont été réalisées.

Les principales questions qui ont été examinées au cours des évaluations du CRES sont liées : (i) aux niveaux d'adoption des technologies et les facteurs explicatifs, (ii) au poids des femmes et des jeunes dans les différentes filières, (iii) aux rendements obtenus par les adoptants, (iv) à la rentabilité des technologies, (v) aux niveaux de revenus des ménages, (vi) aux impacts des technologies diffusées sur les productions et les revenus des producteurs ruraux, le statut nutritionnel des ménages, l'insécurité alimentaire, etc., (vii) aux enseignements à tirer des deux phases du programme.

La première partie de ce rapport présente les résultats des évaluations d'impact ainsi menées par le CRES, dans le cadre du PPAAO. La deuxième partie est consacrée aux autres recherches et études, et la troisième partie du rapport, aux actualités du CRES.

# R

## Recherches menées dans le cadre du «Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO)»<sup>1</sup>



### 1. Evaluation de l'impact du projet de valorisation des céréales locales en panification

La quantité de blé importée par le Sénégal pour la fabrication du pain est passée de 356 321 tonnes en 2006 à 436 072 tonnes en 2010, ce qui contribue au déficit de la balance commerciale du pays. D'où l'idée de réduire la quantité de blé dans le pain par l'utilisation des céréales locales moins chères. Tel est l'objectif du projet de valorisation des céréales locales en panification mis en place dans le cadre du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO).

Le projet a concerné les régions de Dakar et Thiès, dans sa phase pilote, et sa diffusion a couvert huit régions : Dakar, Fatick, Thiès,

Diourbel, Saint-Louis, Matam, Louga et Tambacounda. Les zones agro-écologiques concernées sont le bassin arachidier, le fleuve, les Niayes et le Sénégal oriental. Au total, 38 villages en ont bénéficié.

L'évaluation d'impact menée par le CRES auprès de 150 boulangeries, dont 75 sont bénéficiaires du projet, a permis d'apprécier le niveau d'adoption de l'équipement introduit (le pétrin) et des connaissances en production de pain composé.

L'impact, à la fois sur la production de farines boulangères par les transformateurs appuyés par le projet, et sur l'utilisation des céréales locales dans la fabrication de pain et de viennoiseries a aussi été évalué.

<sup>1</sup>en anglais : West African Agriculture Productivity Programme (WAAPP)



Atelier de préparation des instruments d'enquête

## 2. Evaluation de l'impact de l'utilisation de la décortiqueuse mécanique de fonio

Ces dernières années, la consommation du fonio a connu un regain d'intérêt, en raison des qualités nutritionnelles et thérapeutiques de cette céréale. Sa production, bien connue des populations du Sud et de l'Est du pays, fait partie des habitudes alimentaires des différents groupes ethniques de la zone. Il s'y ajoute que c'est une céréale rustique qui demande peu d'eau, et qui est capable de pousser sur des sols pauvres et rocailleux. Ainsi, des initiatives de nature à encourager le retour des paysans vers la culture

du fonio peuvent grandement contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire.

Dans cette perspective, le PPAO, avec l'appui de la Banque Mondiale, a financé un projet pilote et un projet de diffusion à grande échelle de la machine à décortiquer le fonio. La phase pilote du projet a concerné les localités de Hamdany (région de Sédhiou), Kolda (région de Kolda), Colibantan et Dialacoto (région de Tambacounda) et Bandafassi (région de Kédougou). La phase de diffusion à grande échelle devrait se dérouler dans les régions de Kolda, Sédhiou Kédougou et Tambacounda.



Entretien des enquêteurs du CRES avec les paysans

### 3. Evaluation de l'impact de la lutte contre la mouche des mangues

La filière mangue est confrontée à des contraintes qui entravent son développement. Parmi celles-ci, l'invasion d'une mouche d'origine asiatique dénommée *Bactrocera dorsalis* Ex invadens qui engendre des dégâts considérables pour les producteurs. Selon le rapport de l'ANCAR (2014), les pertes causées peuvent atteindre 80% de la production totale, ce qui occasionne une baisse considérable de revenus pour les producteurs entraînant ainsi des conséquences désastreuses en termes de pauvreté et de vulnérabilité.



Entretien des enquêteurs du CRES sur le terrain



Face à cette situation inquiétante, le PPAO s'est proposée de conduire deux projets : la diffusion de technologies de lutte contre la mouche des mangues dans les régions de Dakar et Thiès, et la diffusion à grande échelle d'un paquet de technologies. C'est l'introduction de ces technologies qui a fait l'objet d'une évaluation d'impact de la part du CRES.





#### **4. Evaluation de l'impact de la table de traitement de l'huile d'arachide**

Pour promouvoir un développement durable des filières agricoles porteuses de croissance, le Fonds national de recherches agricoles et agro-alimentaires (FNRAA) a été

désigné comme agence d'exécution pour financer le développement et la diffusion de technologies améliorées dans le cadre du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO). Parmi les projets retenus, celui de la diffusion de bonnes pratiques et d'innovations techniques de traitement artisanal de l'huile d'arachide dans le Bassin arachidier, sur la période allant de 2012/2013 à 2014/2015. Il vise l'introduction de la table de traitement de l'huile d'arachide auprès des groupements bénéficiaires de la première phase, et l'étude de la situation de référence pour la diffusion à grande échelle.

La présente étude, réalisée par le CRES en 2016, a évalué l'impact de ce projet dans les huit départements abritant les tables de traitement de l'huile d'arachide : Mbacké, Bambey, Fatick, Foundiougne, Nioro, Kaolack, Kaffrine et Koumpentoum.



Une paysanne en train de transformer de l'huile "seggal" en huile traitée, contenant moins d'aflatoxine.

## **5. Evaluation de l'impact de l'utilisation de semences de qualité et de paquets techniques améliorées de Sorgho**

Malgré les initiatives de l'Etat et de ses partenaires dans le secteur agricole, la production céréalière a connu un faible rythme d'accroissement pour des céréales telles que le sorgho. Dans le but de relancer cette production céréalière, le PPAO a appuyé l'introduction de variétés améliorées de sorgho et de techniques culturales plus adaptées. Le CRES a évalué l'impact de l'utilisation de semences de qualité et de techniques culturales pour le sorgho, dans la Haute Casamance, au Sénégal oriental, et dans le Bassin arachidier.



## **6. Evaluation de l'impact des paquets technologiques des variétés de riz et du système de riziculture intensive (SRI)**

La stratégie mise en œuvre par le programme WAAPP/PPAO se propose d'améliorer la sécurité alimentaire par un accroissement durable de la productivité, et de développer des filières agricoles à travers un meilleur accès aux intrants de bonne qualité et adaptés aux zones agro-écologiques retenues.



Au Sénégal, une composante de ce programme a pour but, d'une part, d'accroître la productivité et l'offre domestique en riz en vue de satisfaire la demande excédentaire de ce produit et, d'autre part, d'améliorer la sécurité alimentaire que l'Etat du Sénégal cherche à assurer depuis 2014. Ledit projet s'inscrit dans le cadre du Programme de Renforcement et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS), et du Programme National d'Autosuffisance en Riz (PNAR). Le CRES a évalué l'impact de ce projet portant sur la diffusion des variétés de riz et des itinéraires techniques, ainsi que le système de riziculture intensive (SRI).



## 7. Evaluation d'impact de projets de diffusion de variétés et d'itinéraires techniques de production de mil

Le mil, première céréale cultivée au Sénégal, occupe une place de choix dans l'alimentation des populations, notamment, en milieu rural. Cependant, les performances de la filière restent encore faibles, à cause de plusieurs facteurs que sont, entre autres, le système de rotation biennale, l'utilisation de semences personnelles ou « tout venant » et le non-respect des itinéraires techniques.

C'est pour relever ce défi que le PPAAO a financé des projets d'amélioration de la productivité du mil. Les différentes technologies diffusées portent sur l'utilisation des semences de qualité, le renforcement des capacités des producteurs pour un respect des bonnes pratiques agricoles et la facilitation de la commercialisation par le biais de la contractualisation.

Dans le cadre de cette étude, le CRES évalue l'impact de l'introduction et de l'adoption de la technologie sur la production et sur le rendement du mil au Sénégal.



## 8. Evaluation de la diffusion de la culture du sésame

La culture du sésame relève de la volonté des pouvoirs publics de diversifier la production pour sécuriser la production agricole nationale. Elle s'inscrit dans une dynamique de réactualisation de la carte variétale. Relativement aux autres cultures, le sésame est peu exigeant en eau et en engrais. Par ailleurs, pour le producteur, il présente le double avantage d'être une culture vivrière et une culture de rente. On peut obtenir à partir du sésame, de l'huile, du savon, des tourteaux d'une valeur nutritionnelle appréciable, etc.

L'impact de l'introduction des variétés améliorées de sésame et des itinéraires techniques sur les conditions de vie des producteurs bénéficiaires du programme PPAAO a fait l'objet d'une évaluation réalisée par le CRES.



Gousses de sésame

## **9. Evaluation de l'impact de l'utilisation de semences de qualité et d'itinéraires techniques de maïs**

Le PPAAO a appuyé la diffusion des technologies d'amélioration de la productivité de la filière maïs, l'objectif étant d'assurer la sécurité alimentaire. Cependant, au Sénégal, les contraintes qui freinent le développement de la culture du maïs sont liées à la répartition, dans le temps et dans l'espace, d'une pluviométrie insuffisante, aux difficultés d'accès aux intrants de qualité en quantité suffisante, à la pauvreté des sols, ainsi qu'aux pratiques agricoles. S'y ajoutent les mauvaises techniques de transformation et de conditionnement des produits.

L'étude réalisée par le CRES dans les régions de la Vallée du Fleuve, du Sénégal oriental et de la Haute Casamance, évalue l'impact de l'introduction des variétés améliorées et des itinéraires techniques du maïs sur les conditions de vie des producteurs bénéficiaires du programme PPAAO.



## **10. Evaluation de la diffusion des techniques d'amélioration de l'aviculture villageoise**

Ce projet, une autre composante du PPAAO, concerne l'amélioration de la productivité de la volaille locale et l'aviculture villageoise dans la Vallée du Fleuve Sénégal. Il comporte deux volets : le premier est intitulé « diffusion d'un modèle de poussinière pour améliorer la productivité de la volaille locale » et le second « amélioration de l'aviculture villageoise dans la Vallée du Fleuve Sénégal par l'introduction de coqs raceurs ».

Il vise la promotion des techniques de formulation de la ration des volailles à partir des aliments locaux disponibles, l'augmentation de la productivité en améliorant l'alimentation, l'habitat et la santé de la volaille locale. Le projet a aussi pour objectif le renforcement des capacités organisationnelles des femmes par la mise en place de faïtières, l'information et la sensibilisation des groupements de producteurs sur l'opportunité d'améliorer la productivité de la volaille locale, la promotion de l'amélioration génétique de la volaille locale et des différents maillons du système de production.



Le CRES a procédé à l'évaluation d'impact de ce projet, et a mis en évidence les effets positifs que les bénéficiaires en ont tirés en termes d'expérience, de retombées économiques et d'amélioration de leurs conditions d'existence.



## Autres Recherches et Etudes menées en 2016

### 11. Transformation de l'agriculture au Sénégal : impact d'un programme intégré

En 2016, dans le cadre du programme « Policy Analysis on Growth and Employment (PAGE) » du réseau de chercheurs « politique économique et partenariat (PEP) », le CRES, en collaboration avec l'Agence nationale d'insertion et de développement de l'agriculture (ANIDA), a mené une recherche dont le thème est « Transformation de l'agriculture au Sénégal : impact d'un programme intégré ».

L'objectif principal de la recherche était de mesurer le différentiel de productivité agricole entre les fermes ANIDA et les exploitations traditionnelles. Elle visait également à répondre aux trois questions suivantes : (i) le programme Anida arrive-t-il à introduire une diversité de la production ? (ii) a-t-il un impact significatif sur les conditions de vie des agriculteurs en termes d'augmentation de revenus, de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la nutrition ? et (iii) serait-il plus efficace en s'appuyant sur les organisations des femmes qui ont un accès limité à la terre ?

Deux résultats émergent de cette recherche : (i) l'incidence, la profondeur et la gravité de la pauvreté sont plus faibles pour les bénéficiaires



du programme ANIDA comparés aux non-bénéficiaires, et (ii) la tentation de migrer ou de chercher un nouvel emploi est nettement plus faible chez les ménages bénéficiaires du programme.

En conclusion, les résultats de cette recherche sont encourageants pour le Gouvernement Sénégalais qui considère l'expérience de l'ANIDA comme le modèle à promouvoir dans toutes les municipalités du pays, afin de moderniser le secteur agricole.

## **12. Projet d'Appui aux Politiques Agricoles (PAPA) : Relever le niveau des investissements publics et privés dans l'agriculture**

Le Projet d'Appui aux Politiques Agricoles (PAPA) est une initiative du Gouvernement du Sénégal financée par l'USAID-Sénégal dans le cadre de l'initiative « Feed The Future ». Il est mis en œuvre pour une période de trois ans (2015 - 2018) par le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER) avec l'appui de Michigan State University (MSU) et l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI). Il vise à relever le niveau des investissements publics et privés dans l'agriculture, par la création d'un système performant de formulation, de mise en œuvre et de suivi des politiques agricoles au sein du MAER. Ses objectifs sont : (i) améliorer les capacités nationales en matière de recherche, d'analyse et de communication sur les politiques agricoles, (ii) promouvoir un dialogue inclusif sur les politiques agricoles et leur appropriation par

les acteurs, (iii) promouvoir la formulation et la mise en œuvre des politiques agricoles basées sur des preuves, (iv) faciliter la planification, la mise en œuvre et le suivi évaluation des politiques agricoles, et (v) assurer une bonne communication des résultats du projet.

Le CRES et ses partenaires ont travaillé sur les cinq axes de recherche suivants : (1) l'analyse coût-bénéfice des options politiques et stratégies identifiées dans le cadre du PRACAS, (2) l'analyse du secteur de l'engrais et de la mécanisation, (3) l'analyse de la place du privé dans le secteur des engrais et de la mécanisation, (4) l'évaluation de l'efficacité des politiques dans le secteur de l'engrais et de la mécanisation et, (5) l'analyse du niveau des investissements privés dans les filières fruits et légumes. Le CRES a déjà bouclé la première phase de ce travail qui consistait à rédiger la revue de la littérature pour tous ces axes.

## **13. Evaluation du projet *Purchasing from Africans for Africa (PAA)***

En 2016, une équipe de chercheurs du CRES, en association avec d'autres consultants, a évalué la deuxième phase du projet *Purchasing from Africans for Africa* (PAA) sur la période 2011 - 2015. Cette évaluation était commanditée par l'Unité de coordination / PAM-FAO. PAA Africa est un programme inspiré de l'initiative du Brésil *zero hunger* qui combine les activités d'alimentation scolaire avec les formes d'approvisionnement institutionnel des organisations paysannes.

Il est actuellement mis en œuvre dans cinq pays : l'Éthiopie, le Malawi, le Mozambique, le Niger et le Sénégal. Le programme est exécuté uniquement dans la région de Kédougou.



D'après les résultats de l'évaluation, l'impact du programme PAA sur les performances scolaires est mitigé. L'enrôlement en première année de l'élémentaire et la réussite au CFEE ont connu une légère amélioration mais, non significative dans les écoles bénéficiaires du programme. En revanche, les cantines PAA n'ont pas su réduire significativement les abandons scolaires. Le taux d'abandon des filles a continué à augmenter de 2% entre 2011 et 2015 dans la zone d'intervention. Pour ce qui concerne les activités agricoles, l'intervention du projet a apporté une solution au problème de débouchés auquel la filière rizicole était confrontée, aussi bien pour les hommes que pour les femmes.

Il n'y a pas de possibilité de discrimination entre hommes et femmes, car les ventes s'effectuent au niveau des groupements. En 2015, le chiffre d'affaires réalisé par les femmes productrices était supérieur à celui des hommes. Le PAA Africa au Sénégal a démontré que la région de Kédougou

#### **14. Projet tabac (2<sup>ème</sup> phase) : pour un changement de politiques fiscales dans la région CEDEAO**

En 2016, le CRES s'est engagé dans la mise en œuvre de la seconde phase du projet « tabac »<sup>2</sup> principalement axée sur la recherche avec comme objectif principal la production d'évidences en faveur d'un changement de politiques fiscales dans la région. A cet effet, trois axes de recherche ont été identifiés : (i) la relation entre la fiscalité, les prix et le comportement du consommateur de produits du tabac, (ii) le diagnostic des systèmes fiscaux dans la CEDEAO, et, (iii) l'évaluation des coûts des maladies liées au tabac. Les outils de collecte des données et la méthodologie des axes (i) et (iii) ont été validés le 31 Janvier 2017. Les enquêtes doivent être menées auprès de 15 hôpitaux répartis sur le territoire national et doivent démarrer en février

<sup>2</sup>La première phase de ce projet de recherche-action de lutte contre le tabac dans les pays de la CEDEAO cherchait à informer les décideurs sur la situation du tabagisme en Afrique de l'Ouest, notamment sur l'inefficience de la fiscalité appliquée.



Stock de vivres d'une cantine scolaire

pouvait atteindre l'objectif d'autosuffisance en riz en 2017. Le responsable du DRDR estime que le taux d'autosuffisance de la région est actuellement de 90%. L'expérience du PAA Sénégal a révélé aussi que la création d'un système de nutrition scolaire peut s'accompagner du maintien et de l'insertion des populations actives dans le monde du travail, ainsi que de l'autonomisation progressive des femmes, grâce aux investissements sociaux.



2017. Le deuxième axe est une réactualisation des principaux résultats de la première phase. Le canevas de la première phase est reconduit avec un rajout des questions de recherche relatives à l'emploi et la contrebande des produits du tabac pour l'analyse de l'étendue des conséquences d'une réforme de la fiscalité du tabac. Quatre pays sur les sept ont terminé leurs rapports, les trois autres sont en cours de finalisation.

## 15. Projet « Vivre avec l'eau » : pour améliorer la résilience aux inondations dans 10 communes de la banlieue de Dakar

Le projet « Vivre avec l'eau », financé par la Coopération Britannique (DFID) vise à améliorer la résilience aux inondations urbaines dans 10 communes de la banlieue de Dakar au Sénégal, par une approche multidisciplinaire, intégrée et inclusive, impliquant les parties prenantes aux niveaux local et national. Il fait partie du programme Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters (BRACED), dont l'objectif est d'aider cinq millions de personnes vulnérables d'Afrique et d'Asie à faire face au changement climatique.

Ce projet, mis en œuvre depuis Mai 2015 par un consortium de neuf organisations dont le Consortium pour la Recherche Economique et Social (CRES) est chef de file, s'est fixé comme objectifs spécifiques l'amélioration du système d'évacuation des eaux pluviales, le renforcement des capacités des populations et l'appui à l'élaboration et l'application d'une meilleure stratégie de gestion des inondations dans les départements de Dakar, Pikine, Guédiawaye et Rufisque.

Le projet comprend plusieurs volets exécutés par différents partenaires. Ainsi :

- Le CRES, en tant que tête de file, assure la supervision stratégique et technique du projet, le suivi-évaluation, l'exécution administrative et la communication avec les partenaires techniques nationaux, le gestionnaire de fonds et le gestionnaire de connaissance. Il a aussi en



Les techniciens du projet sur le terrain



Une rue de la banlieue, pavée par le projet

charge l'évaluation de l'impact économique du projet.

- Le Groupe BG Ingénieurs Conseils est responsable de la mise en œuvre du volet infrastructures, composé de la construction d'ouvrages de drainage des eaux pluviales et de la conception d'un plan de contingence.
- Le Groupe Senghor est chargé de l'exécution de tous les travaux liés à la gestion des déchets solides, au maraîchage urbain et à l'aménagement des espaces de vie.
- EVE s'occupe de la mise en œuvre du plan de contingence qui est un ensemble d'outils pour prévenir et répondre aux catastrophes.
- REFDAF est chargé de la prise en compte du genre dans le projet et organise des ateliers de renforcement de capacité en genre et résilience.
- NIYEL gère le volet communication et gestion des connaissances du projet.
- EAWAG Research s'occupe de l'évaluation de l'impact du projet sur le comportement relatif à la gestion des déchets solides.
- TPH Swiss effectue l'évaluation de l'impact sanitaire du projet.
- Université de Berne est responsable de l'évaluation l'impact du projet sur la résilience des populations face au phénomène des inondations.

A mi-parcours de l'exécution du projet, les partenaires veulent dresser le bilan de leurs activités et tirer des enseignements de leur expérience pour la mise en œuvre du reste des activités du projet.

## **16. Etude sur les contentieux bancaires et les décisions de justice**

Le CRES a mené en 2016 une étude sur les contentieux bancaires entre les petites et moyennes entreprises (PME) et les banques commerciales installées au Sénégal. Cette étude, commanditée par la Direction de la Monnaie et du Crédit (DMC), vise essentiellement à mettre en évidence les facteurs explicatifs des lenteurs des décisions de justices. Au total 269 décisions de justice relatives aux contentieux bancaires ont été retenues, soit 75% des décisions rendues par la Cour d'Appel de Dakar dans des litiges opposant



des banques à leurs clients (Commerçants, Particuliers, Grandes, Petites et Moyennes Entreprises). D'après les résultats, les lenteurs peuvent être imputées, pour l'essentiel, au juge qui a le pouvoir de décider souverainement des renvois et de la date du délibéré. Lorsque le droit est dit par les juges, il reste aussi que les décisions de justice ne sont souvent pas rédigées dans les délais raisonnables.

## **17. Etude sur les métiers et emplois agricoles et ruraux au Sénégal et en Afrique de l'Ouest**

Le CRES, en partenariat avec l'Université du Sine Saloum El Hadj Ibrahima Niass (USSEIN), a réalisé une importante étude sur les métiers et emplois agricoles et ruraux au Sénégal et en Afrique de l'Ouest, en vue d'identifier les domaines d'activités porteurs, les métiers et emplois potentiels dans le secteur agricole et rural au Sénégal et dans la sous-région ouest-africaine.

Pour ce faire, il a réalisé sur un échantillon représentatif, une grande enquête couvrant l'étendue du territoire, du 1<sup>er</sup> au 15 juin 2016.

## **18. Validation des revues bibliographiques et finalisation des protocoles et budgets de recherche**

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du réseau d'expertises locales d'analyse des politiques agricoles, mis en place en décembre 2015 et regroupant les représentants du MAER, du CRES, de l'ISRA/BAME, de la DAPSA, de l'IFPRI, de l'UGB, de la FASEG, de l'ASPRODEB et de MSU, les structures tête de file avaient proposé des ébauches de protocoles et de budgets pour la mise en œuvre des activités qui leur avaient été confiées. A cet effet, une feuille de route incluant, entre autres, une revue de la littérature avait été validée par les participants et une note d'orientation proposée pour guider cette revue dont les objectifs sont : (i) capitaliser les résultats des études antérieures sur les thématiques concernées, et (ii) identifier les gaps d'informations à combler.

Cet atelier qui entre dans le cadre du processus de finalisation des protocoles et budgets des différentes activités de recherche du réseau visait à :

- partager et valider les rapports des revues bibliographiques ;
- partager et valider les protocoles de recherche ;
- présenter et discuter les propositions de budgets de recherche ;
- élaborer et valider une feuille de route pour la suite des activités du réseau.

Les travaux se sont déroulés du 23 au 27 mai 2016 au cours d'un atelier qui a permis de faire le point sur l'état de mise en œuvre de la feuille de route adoptée pendant l'atelier de janvier 2016 ; les rapports des différentes revues ont été présentés à cette occasion. Les rapports des revues de la littérature, les protocoles et les propositions de budget ont été améliorés.

## **19. Vulnérabilité et protection sociale : le cas du Sénégal**

Le CRES a mené une recherche intitulée « Vulnérabilité et protection sociale : le cas du Sénégal » avec l'objectif d'identifier les groupes de ménages les plus vulnérables et d'évaluer l'écart entre leurs besoins et leur niveau réel de protection sociale au Sénégal. Pour identifier et caractériser les profils de vulnérabilité des ménages, Gaye Daffé et Mbaye Diène qui ont mené cette recherche ont considéré, outre leurs caractéristiques socio-démographiques, les conditions d'accès aux services sociaux de base, à l'emploi, aux marchés et aux moyens de transport. Ont ainsi été caractérisés de vulnérables les ménages qui accusent un niveau d'éducation limité, de faibles taux d'occupation, et/ou qui résident dans des zones éloignées des infrastructures de santé, de transport routier, d'approvisionnement en eau potable ou des marchés.

Pour mieux faire ressortir les corrélations entre les caractéristiques des ménages qui expliquent leur vulnérabilité, les résultats de l'analyse descriptive des caractéristiques des ménages ont été renforcés par l'analyse des correspondances multiples (ACM). Celle-ci a montré que le facteur qui explique le mieux la vulnérabilité des ménages est leur localisation en milieu rural, avec toutes ses conséquences en termes de difficultés d'accès aux services sociaux de base, de faible niveau d'éducation du chef de ménage, etc. Afin de mieux orienter la recherche

vers les préoccupations de politique économique, l'identification des déterminants de la vulnérabilité a été complétée par l'estimation de la vulnérabilité à la pauvreté, définie comme la probabilité pour un ménage d'être pauvre au temps  $t^1$  quel que soit son statut de bien-être au temps  $t^0$ .

Les résultats des estimations montrent notamment que l'incidence de pauvreté couramment observée dans la population sous-estime très largement la proportion des ménages constamment exposés à la pauvreté. Il s'ensuit que les politiques visant à réduire le niveau de vulnérabilité dans la population doivent être ciblées différemment de celles visant à réduire la pauvreté, d'où l'intérêt de l'évaluation du système de protection sociale actuel en termes de couverture des catégories de population les plus vulnérables aux risques. Cette évaluation a permis de constater que le système de sécurité sociale ne couvre globalement qu'une infime partie (12%) de la population sénégalaise. L'examen du profil de vulnérabilité et de pauvreté révèle donc qu'au Sénégal, les ménages resteront encore longtemps vulnérables à des chocs internes et externes. Ces ménages ont besoin d'un système de protection sociale plus efficace, présentant moins de distorsions et mieux ciblé sur les groupes les plus vulnérables.





# A

## Autres Actualités du CRES en 2016

### Visite de Monsieur André Lavoie du CRDI

Le 15 juin 2016, le CRES a reçu la visite de Monsieur André LAVOIE (Gestionnaire Division de l'administration des subventions) du Centre de recherche pour le développement international (CRDI).

Cette visite de supervision avait pour objectif de discuter sur les points liés à la gouvernance, aux ressources humaines, aux finances et à la gestion des subventions. L'accent a été mis sur les politiques et procédures du CRES. La rencontre a permis également d'échanger sur les politiques et les processus de gestion des projets du CRDI.



M. Lavoie s'entretenant avec M. Sarr, contrôleur de gestion (à gauche) et M. Badji, Directeur administratif et financier du CRES

L'entretien s'est déroulé en présence du Pr. Abdoulaye Diagne (Directeur exécutif du CRES), M. Jean Jacques Badji (Directeur Administratif et Financier), M. Boudy Sarr (Contrôleur de gestion), Mme. Kadidia Diouf (Assistante de projet) et Mme Nafissatou Sow (Coordinatrice du projet Tabac).

### Visite d'une délégation de l'Initiative Think Tank (ITT)

Le CRES a reçu, le 16 novembre 2016, une délégation composée de Monsieur Diakalia Sanogo, Spécialiste de Programme de l'Initiative Think Tank et Madame Sarah Lucas, représentante de la Fondation Hewlett au sein du Comité Exécutif de l'ITT.

La rencontre s'est déroulée autour de l'ordre du jour suivant :

- le fonctionnement du CRES (rôles et responsabilité du personnel clé) ;
- l'impact de l'appui de l'ITT à ce jour ;
- quelques histoires de succès ;
- le suivi-évaluation de l'impact des travaux du CRES ;
- les mesures que le CRES est en train de préconiser pour assurer la durabilité organisationnelle de l'institution.



Les membres du CRES présents à cette rencontre étaient : Abdoulaye Diagne, Gaye Daffé, Fatou Cissé, François Cabral, Jean-Jacques Badji, Sokhna Thiam, Boudy Sarr et Boubacar Diao.

### **Conférence des Think Tanks d'Afrique de l'Ouest**

Cette conférence inaugurale, financée par le CRDI et organisée par l'Institut des affaires économiques (IEA) avait pour but de lancer officiellement la création du Réseau des Think tanks d'Afrique de l'Ouest (WATTNet). L'objectif est de fédérer leurs compétences et ressources pour promouvoir le développement socio-économique et politique dans la sous-région, à travers la recherche et le plaidoyer fondés sur des preuves.

WATTNet cherche à établir une plate-forme sous-régionale viable permettant une collaboration soutenue entre les institutions de recherche et de réflexion dans la région. Le but de WATTNet est de produire des données de

qualité et des connaissances sur les questions économiques, sociales et politiques qui alimenteront la formulation des politiques nationales et régionales.

La rencontre s'est déroulée du 1er au 2 mars 2016 à Accra au Ghana, autour de la question suivante : « Quel programme commun à toute l'Afrique de l'Ouest pour une transformation inclusive des économies et un développement accéléré de la région ? »

Ainsi, durant deux jours, les discussions ont porté sur des questions qui intéressent les politiques nationales et la politique régionale telles que la création d'emplois, la bonne gouvernance, l'intégration régionale et la compétitivité, l'égalité, le développement des infrastructures nécessaires, en particulier, l'énergie, les transports et communications etc. Les autorités publiques et privées des Etats de la région et des représentants de la CEDEAO ont pris part aux travaux.

## **Atelier de sensibilisation sur le commerce illicite des produits du tabac**

Le ministère de la Santé et de Prévention du Sénégal a organisé, les 22 et 23 mars 2016, à 9h, un atelier sur le commerce illicite des produits du tabac. La rencontre a enregistré la participation d'une dizaine de membres de la Ligue sénégalaise de lutte antitabac (LISTAB). Le CRES y était représenté par Mme Kadidia Ba Diouf. C'était en présence de plus d'une cinquantaine de députés de l'Assemblée nationale du Sénégal, de représentants de la Direction Générale des Douanes, du ministère du Commerce et du Service national d'éducation et d'information sur la santé (SNEIPS).

Ce thème traité est le premier protocole de la Convention-cadre de l'OMS dont il prolonge et complète les dispositions de son article 15 qui vise à éliminer toutes les formes de commerce illicite des produits du tabac.

Il fournit les outils nécessaires pour prévenir le commerce illicite en sécurisant la chaîne logistique, notamment, en instaurant un régime mondial de suivi et de traçabilité, et en combattant le commerce illicite par le biais de mesures dissuasives de détection et de répression et par des mesures qui favorisent la coopération internationale.

### **Préparation de la journée mondiale sans tabac**

Le Programme de lutte antitabac du MSAS a organisé une journée d'orientation au Service nationale de l'éducation et l'information pour la santé (SNEIPS) le 27 mai 2016. Le but de cette rencontre était de préparer la journée mondiale sans tabac prévue le 31 mai 2016 avec pour thème « Préparez-vous au conditionnement neutre ».



Mme Diouf tenant le micro

Membre fondateur de la LISTAB, le CRES travaille en étroite collaboration avec le MSAS. Il était représenté à cette rencontre par Mme Kadidia Diouf qui, dans son intervention, a rappelé les efforts déployés par son institution dans le cadre de la lutte antitabac, et a annoncé l'étude en cours sur les coûts économiques du tabagisme, notamment, les rapports entre les recettes fiscales et les coûts engendrés par le tabagisme.

Une telle recherche trouve sa pertinence dans le fait que la question de l'apport de l'industrie du tabac est toujours à l'ordre du jour, chaque fois qu'on agite les interrogations liées à l'usage du tabac.

### **Formation aux méthodes scientifiques de collecte de données : problème de qualité des données**

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PAPA, le réseau des structures ayant une expertise dans l'analyse des politiques agricoles avait pour mandat de conduire, entre autres, des études filières et de procéder à des analyses. A cet effet, une série de sessions de renforcement de capacités pour accompagner le déroulement des enquêtes de terrain avait été prévue.

Ainsi, une session de formation qui porte sur le thème « Méthodes scientifiques de collecte des données, problèmes de qualité des données » a

été organisée sous la conduite de l'IFPRI. La formation qui s'est déroulée du 19 au 22 avril 2016 dans les locaux de l'IFPRI aux Almadies, a été facilitée par le Dr. Maximo Torero de l'IFPRI. La session a permis aux participants d'échanger sur les outils et méthodologies proposés par les membres du réseau, dans le cadre des activités qui leur sont assignées.

### **Cérémonie de présentation de vœux de nouvel an**

Le personnel du Consortium pour la recherche économique et social (CRES) s'est réuni au Restaurant Alkimia, sur la Route des Almadies, à l'occasion de la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux de nouvel an. Par la voix M. Boubacar Diao, chef du bureau des

publications, tous les travailleurs ont exprimé leurs sincères remerciements aux autorités du CRES représentées par messieurs Abdoul Aziz Dièye (Président du Conseil d'administration), Ian Hopwood (Administrateur), Abdoulaye Diagne (Directeur exécutif), Mamadou Dansokho (chef de département), et Mesdames Fatou Cissé (chef de département) et Salimata Faye (chercheure).

A sa suite, le Professeur Diagne a présenté les vœux de la Direction au personnel à qui il réitère son engagement à mener à bien, de concert avec eux, tous les projets inscrits dans le plan stratégique 2013-2017. Le Président Dièye, au nom du Conseil d'administration, a félicité les équipes et leur a réitéré le soutien de l'ensemble de ses pairs. Un repas a mis fin à la cérémonie très riche en couleur et en émotions.



Les participants, à table, écoutant le discours du Président du Conseil d'administration

### **Paniers ndogou**

Comme à l'accoutumée, au début du mois de ramadan, la direction du CRES a honoré son personnel en lui offrant des paniers ndogou. Ce fut l'occasion de renouveler les vœux en ce mois béni. Le Directeur exécutif, le Pr. Abdoulaye Diagne, a remis personnellement à chaque agent son panier à l'occasion de cette cérémonie.



# LE CRES RENFORCE SON PERSONNEL



M. Sakho Jimbira

## **Papa Cheikh S. Sakho Jimbira**

M. Sakho a rejoint l'équipe du CRES le 1er janvier dernier. Recruté en qualité de directeur du département communication, M. Sakho Jimbira est titulaire d'un doctorat en sciences de l'information et de la communication de l'université de Lorraine, où il a enseigné cette discipline, avant de servir à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar et à l'université Gaston Berger de Saint-Louis. Il a par ailleurs travaillé pour de nombreuses agences de communication et a participé à des campagnes d'envergure. M. Sakho Jimbira a initié depuis sa prise de fonction, en collaboration avec l'équipe de communication, d'importants chantiers pour rehausser l'image du CRES et rendre l'institution plus visible.

## **Dieynaba Diack**

Cette spécialiste du marketing a été recrutée pour diriger le pôle de prestation de services du CRES. Mme Diack est titulaire d'un DESS en global communication et d'un bachelor en marketing et gestion des entreprises. La mise en place du pôle s'inscrit dans le cadre du développement des activités du CRES et une meilleure collaboration de travail de l'institution avec ses partenaires. Depuis son installation, Mme Diack a déjà mis en place un ambitieux plan opérationnel qui, à n'en point douter, permettra au CRES d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixé.



Mme Diack



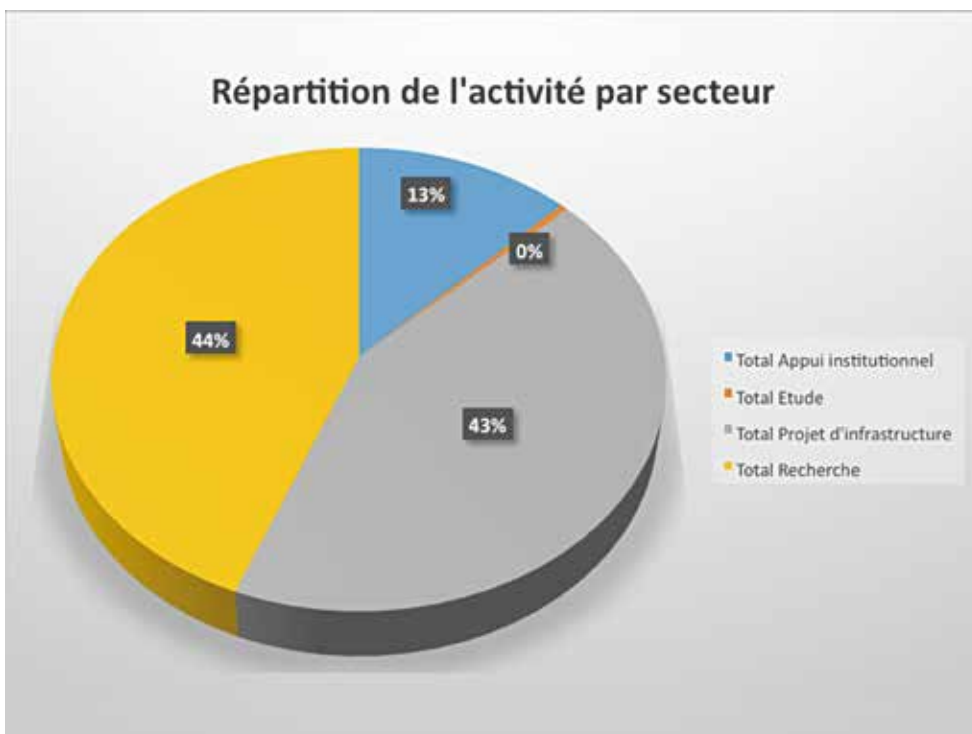
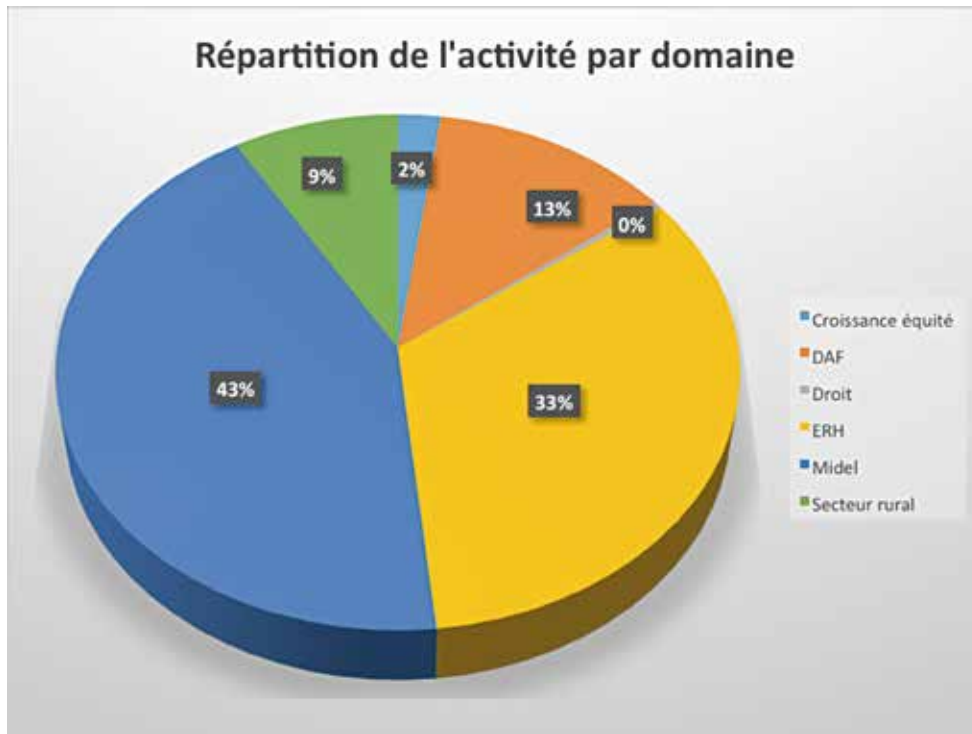
## Gouvernance et performances organisationnelles du CRES



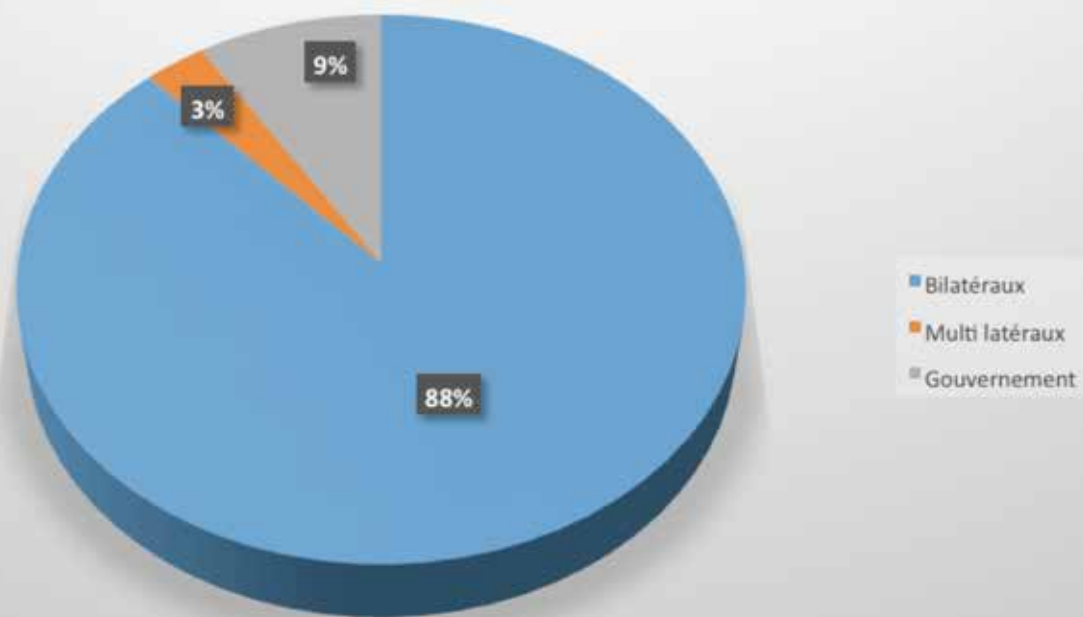
L'exercice 2016 a été la troisième année de mise en œuvre du second plan stratégique du CRES. Durant cette année, le Conseil d'Administration du CRES s'est réuni le 31 mai 2016 pour statuer sur les points à l'ordre du jour, c'est-à-dire : (1) l'approbation des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration du 29 janvier 2015, (2) l'arrêté des comptes au 31 décembre 2014, (3) l'adoption du rapport d'activités annuel 2015, (4) l'adoption du règlement intérieur du Conseil d'Administration, (5) et l'adoption du Plan d'opération et du budget annuel de 2016. Les conclusions de ce Conseil sont retracées dans le procès verbal élaboré à cet effet.

Les comptes du CRES, au 31 décembre 2014, ont été revus par le cabinet Deloitte. Cet audit effectué selon les normes professionnelles généralement admises au plan international et telles que définies par l'IFAC, a abouti à une certification des comptes.

Durant l'exercice 2016, le CRES a recruté une équipe chargée de la mise en œuvre du projet «Vivre Avec. l'Eau».



## Répartition de l'activité par source de financement







Rue 10 Prolongée Cité Iba Ndiaye Djadji - Lots 1 et 2 - Pyrotechnie - Dakar, Sénégal  
CP : 12023 - BP : 7988, Dakar Médina - Tél. +221 33 864 77 57 - Fax +221 33 864 77 58  
Administration : [cres@cres-sn.org](mailto:cres@cres-sn.org) - Information : [contact@cres-sn.org](mailto:contact@cres-sn.org) - Site : [www.cres-sn.org](http://www.cres-sn.org)